

# LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2025 ET PERSPECTIVES 2026

Février 2026

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

## Contexte National

### L'économie française résiliente malgré les incertitudes

**Malgré une succession de chocs depuis le début de la décennie (crise covid, guerre russe en Ukraine, crise inflationniste, guerre commerciale), l'économie mondiale continue de résister en 2025 et l'inflation continue de refluer même si son retour vers sa cible est plus lent que prévu aux Etats-Unis.** Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2026](#)), le PIB mondial aurait augmenté de 3,3 % en 2025. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB se serait établie à 1,4 % en 2025, après une hausse de 0,9 % en 2024.

En France, sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du PIB s'établirait à 0,9 % d'après la première estimation des comptes nationaux trimestriels de l'INSEE. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister dans un contexte de haut niveau de déficit public et d'incertitudes politiques en France et dans le monde. Comme en 2024, la résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'information communication, les services aux entreprises et les services financiers. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière connaît une légère hausse en 2025, portée par le fort dynamisme des matériels de transports en particulier l'aéronautique, rebondissant après une forte baisse en 2024. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2025 alors que certains signes de reprises apparaissent à partir du deuxième semestre.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2025, l'activité se raffermirait pour atteindre 1,0 % en 2026 et 2027, et 1,1 % en 2028, soutenue par le redressement de la consommation des ménages et l'investissement privé.

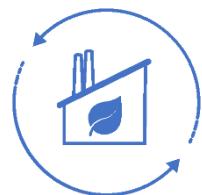
En 2026, la consommation des ménages (+ 0,8 %) progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025, portée par la croissance de la masse salariale réelle, qui resterait résiliente malgré un marché du travail moins propice. L'investissement des entreprises se redresserait en moyenne annuelle, après avoir été pénalisé par l'incertitude en 2025. Par ailleurs, l'investissement des ménages remonterait graduellement en 2026 après une croissance légèrement positive en 2025.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. En 2025, le marché du travail est entré dans une phase transitoire de ralentissement. L'emploi total continuerait de progresser très modérément jusqu'à fin 2026, avant de réaccélérer. Enfin, le taux de chômage atteindrait 7,6 % en moyenne annuelle en 2025 puis augmenterait légèrement à 7,8 % en 2026, avant de repartir à la baisse pour s'établir à 7,4 % en 2028.

L'inflation resterait inférieure à 2 % sur l'horizon de prévision. Après 2,3 % en 2024, l'inflation totale (IPCH) en moyenne annuelle atteindrait un point bas en 2025 à 0,9 %, lié au recul marqué des prix de l'énergie consécutif à la baisse des tarifs réglementés de l'électricité et du prix du pétrole. Elle remonterait ensuite pour atteindre 1,3 % en 2027, puis 1,8 % en 2028. L'inflation hors énergie et alimentation, principalement liée à l'inflation dans les services, resterait à peu près stable sur l'horizon de projection (autour de 1,6-1,7 %).

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a poursuivi sa phase d'assouplissement monétaire au cours du premier semestre 2025. Le taux de dépôt est passé de 2,75 % début février à 2,00 % en juin, dernier mois de baisse.** Les taux ont donc reculé au total de 2,00 points de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

## Chiffres clefs



<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2025 :</b>	<b>+0,5 %</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+3 %</b>
<b>Exportations</b>	<b>2025 :</b>	<b>-1,4 %</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+7,4 %</b>
<b>Effectifs</b>	<b>2025 :</b>	<b>-0,8 %</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+0,1 %</b>



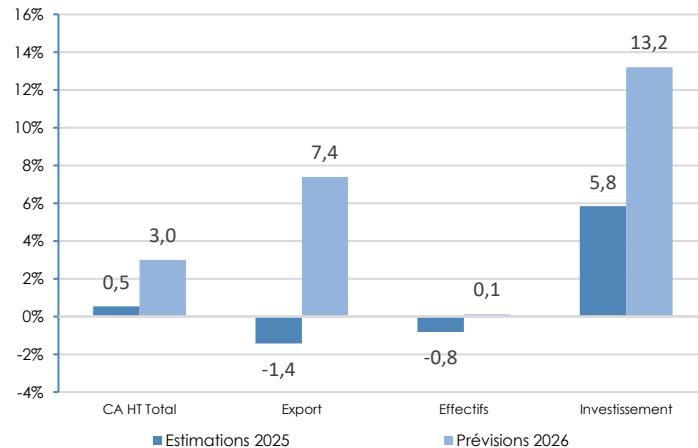
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2025 :</b>	<b>+2,2 %</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+3,5 %</b>
<b>Effectifs</b>	<b>2025 :</b>	<b>+1,6 %</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+0,9 %</b>



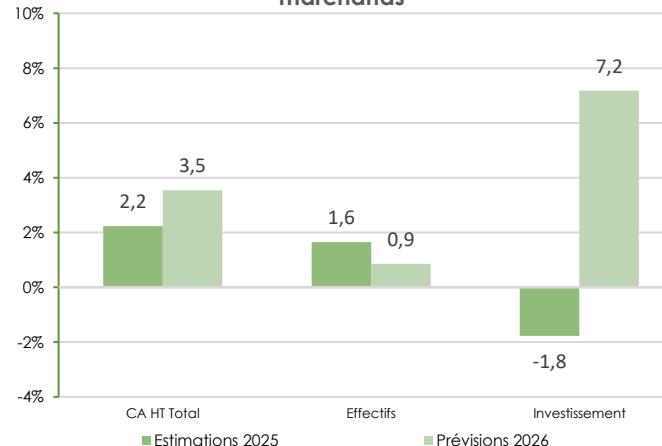
<b>Production totale</b>	<b>2025 :</b>	<b>-0,8 %</b>
	<b>2026 :</b>	<b>-0,3 %</b>
<b>Effectifs</b>	<b>2025 :</b>	<b>+1,1 %</b>
	<b>2026 :</b>	<b>+0,4 %</b>

## Situation régionale

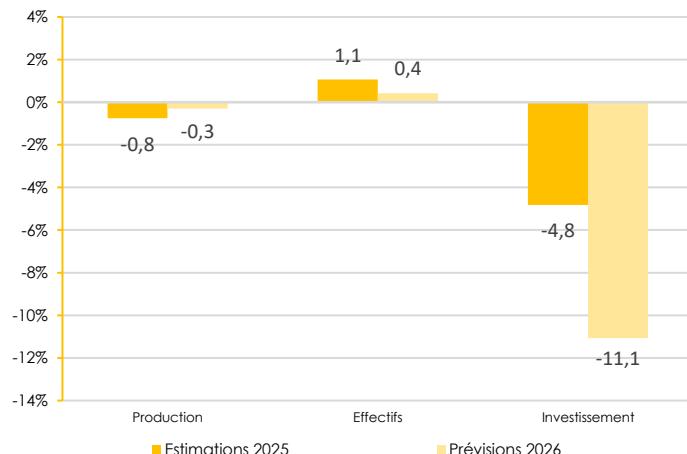
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France



### Points Clefs

En 2025, les entreprises bretonnes ont évolué dans un contexte économique et politique incertain, en France comme à l'international. L'économie régionale a néanmoins fait preuve de résilience, avec une activité globalement stable. La progression est plus nette dans les services, secteur le plus dynamique de la région. Pour 2026, les perspectives sont mieux orientées : une hausse du chiffre d'affaires est anticipée dans l'industrie et les services marchands, tandis que la construction resterait stable.

Les effectifs ont légèrement augmenté dans les services marchands et la construction, mais légèrement reculé dans l'industrie. L'activité plus faible a fortement pénalisé l'intérim, notamment dans la construction. Pour 2026, les répondants prévoient des effectifs globalement stables, avec une poursuite du recul de l'intérim, surtout dans l'industrie.

Malgré une activité modérée et des pressions sur les prix, la rentabilité a été globalement préservée en 2025. Ainsi, 74 % des entreprises industrielles, 81 % des entreprises de services et 64 % des entreprises de la construction anticipaient une rentabilité stable ou en hausse ; ces proportions atteindraient 88 %, 90 % et 70 % en 2026.

L'évolution des investissements reste contrastée. En 2025, l'industrie a retrouvé du dynamisme, tandis que les services et la construction ont enregistré un recul. Pour 2026, une hausse marquée est attendue dans l'industrie, plus modérée dans les services, et un repli dans la construction.

Ces tendances s'inscrivent dans un contexte de visibilité réduite, de délais de paiement plus longs et de concurrence accrue. Les témoignages indiquent que les investissements prévus sont majoritairement orientés vers la modernisation, la mise aux normes et la transition énergétique, plutôt que vers l'augmentation des capacités. Les entreprises les mieux structurées apparaissent plus en mesure de maintenir leur activité, tandis que les acteurs dépendants de secteurs cycliques ou de la commande publique signalent des tensions accrues.

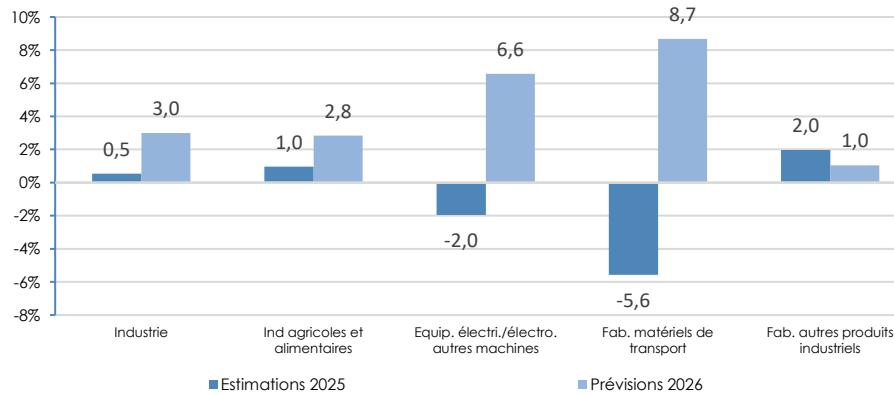


## Synthèse de l'Industrie

En 2025, l'industrie bretonne a évolué dans un environnement marqué par un haut niveau d'incertitude, mais l'activité est restée globalement préservée. Les effectifs sont demeurés stables, à l'exception de l'intérim, en recul dans plusieurs branches. Les investissements ont progressé, même si les évolutions diffèrent selon les sous-secteurs. Malgré une forte pression sur les marges, la rentabilité serait majoritairement stable ou en hausse.

Pour 2026, les perspectives apparaissent mieux orientées : l'activité serait plus dynamique, portée par la demande à l'export, et les intentions d'investissement progresseraient. Une part croissante de répondants anticiperaient également une amélioration de leur rentabilité. Les effectifs resteraient globalement stables, tandis que le recours à l'intérim reculerait à nouveau. Les entreprises interrogées soulignent par ailleurs un climat général marqué par une visibilité limitée, un allongement des délais de décision et une concurrence accrue. Plusieurs d'entre elles mentionnent également des tensions persistantes sur les coûts, une pression sur les marges et, dans certains cas, des reports de projets.

Évolution du chiffre d'affaires



En 2025, le chiffre d'affaires de l'industrie bretonne est resté stable (+0,5 % par rapport à 2024).

Des disparités apparaissent toutefois entre les sous-secteurs. La fabrication de matériels de transport (construction de véhicules automobiles et, dans une moindre mesure, construction de navires et structures flottantes) a connu une baisse de son chiffre d'affaires. Cette tendance s'explique par le cycle industriel plutôt que par la demande. Une reprise significative est attendue dans cette branche en 2026 (+8,7 %), ainsi que dans le sous-secteur des équipements électriques et électroniques (+6,6 %).

Dans l'ensemble, les perspectives des entreprises industrielles interrogées sont favorables, avec un rebond de 3 % du chiffre d'affaires attendu en 2026. Les entreprises interrogées relèvent que la situation reste très différenciée selon les filières, certaines anticipant un renforcement de l'activité grâce à l'export en 2026, tandis que d'autres décrivent une reprise plus progressive en raison d'une demande intérieure encore limitée.

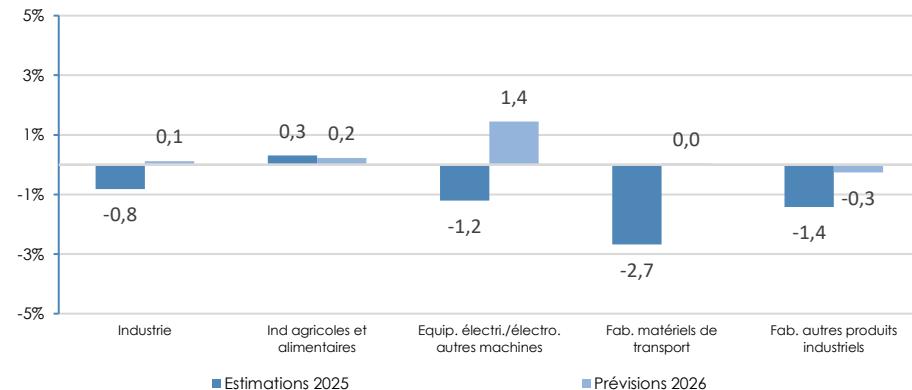
En 2025, une stabilité des effectifs (-0,8%) est constatée par rapport à 2024.

Cependant, le sous-secteur de la fabrication de matériels de transport enregistre une contraction de ses effectifs de -2,7%.

À contrario, le sous-secteur de l'industrie agroalimentaire est le seul qui parvient à maintenir ses effectifs.

Les effectifs devraient peu évoluer en 2026. Les anticipations sont un peu plus favorables dans les équipements électriques et électroniques et autres machines (+1,4%). Malgré la hausse attendue de son chiffre d'affaires en 2026, la branche de la fabrication de matériels de transport ne prévoit pas de recrutements supplémentaires.

Évolution des effectifs

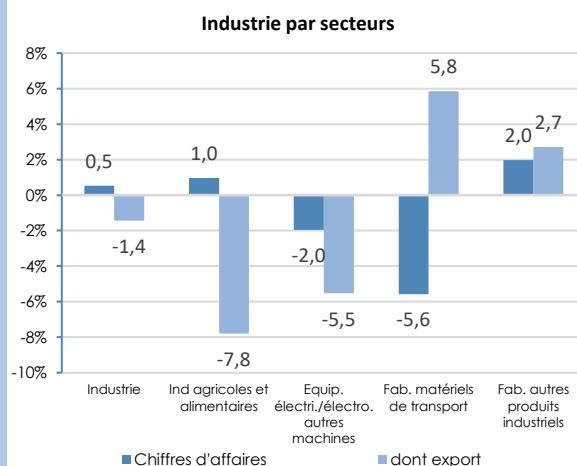


Source Banque de France – INDUSTRIE



19%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région



### Chiffre d'affaires, dont export

Le chiffre d'affaires à l'export de l'industrie a enregistré un repli modéré (-1,4 %).

Le sous-secteur de la fabrication de matériels de transport a toutefois développé ses ventes à l'international, porté notamment par la bonne dynamique du naval.

En revanche, les exportations de l'industrie agroalimentaire sont en recul (-7,8 %), en particulier dans le sous-secteur des autres produits laitiers, affecté par la guerre des prix sur le marché chinois.

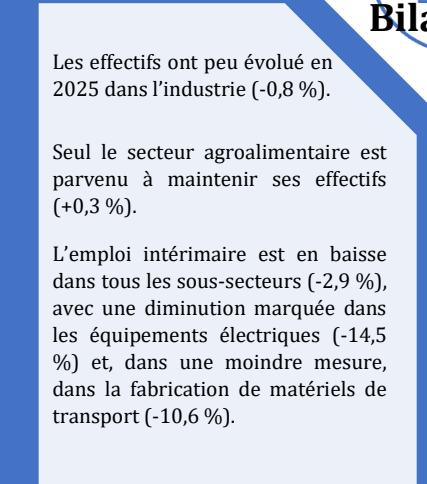
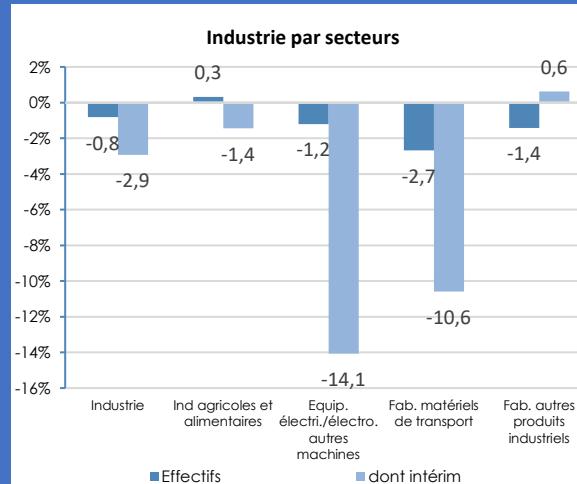
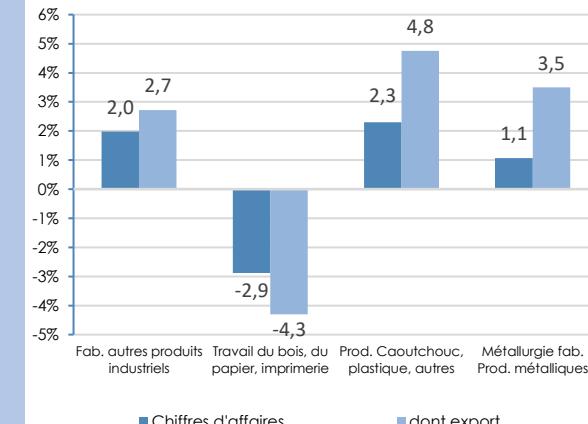
### Chiffre d'affaires, dont export

Les autres produits industriels ont enregistré une hausse contenue de leur chiffre d'affaires en 2025 (+2 %), ainsi qu'une progression de leurs exportations (+2,7 %).

Les ventes à l'export sont plus dynamiques dans le sous-secteur des produits en caoutchouc, plastiques et autres matériaux, ainsi que dans l'industrie pharmaceutique.

Le sous-secteur du travail du bois, papier et imprimerie est en retrait, affecté par le ralentissement du bâtiment et par un certain attentisme.

### Détails des Autres produits industriels



### Bilan 2025

Les effectifs ont peu évolué en 2025 dans l'industrie (-0,8 %).

Seul le secteur agroalimentaire est parvenu à maintenir ses effectifs (+0,3 %).

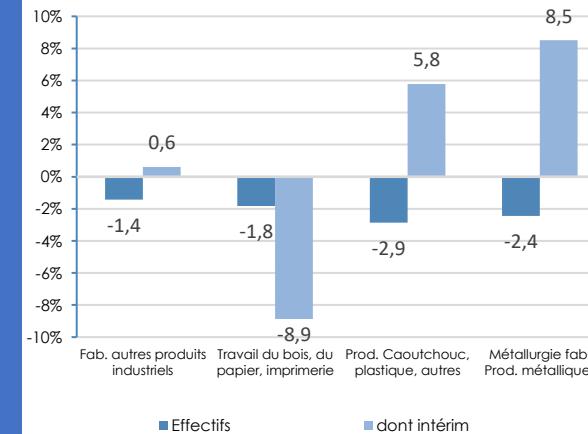
L'emploi intérimaire est en baisse dans tous les sous-secteurs (-2,9 %), avec une diminution marquée dans les équipements électriques (-14,5 %) et, dans une moindre mesure, dans la fabrication de matériels de transport (-10,6 %).

Les effectifs sont en retrait, en particulier en raison de difficultés persistantes de recrutement de personnel qualifié.

Par ailleurs, l'emploi intérimaire connaît des évolutions contrastées selon les secteurs. Le sous-secteur du travail du bois, du papier et de l'imprimerie enregistre une contraction de ses effectifs intérimaires (-8,9 %).

En revanche, les branches des produits métalliques (+8,5 %) et des produits en caoutchouc, plastiques et autres matériaux (+5,8 %) ont renforcé leurs effectifs intérimaires.

### Détails des Autres produits industriels

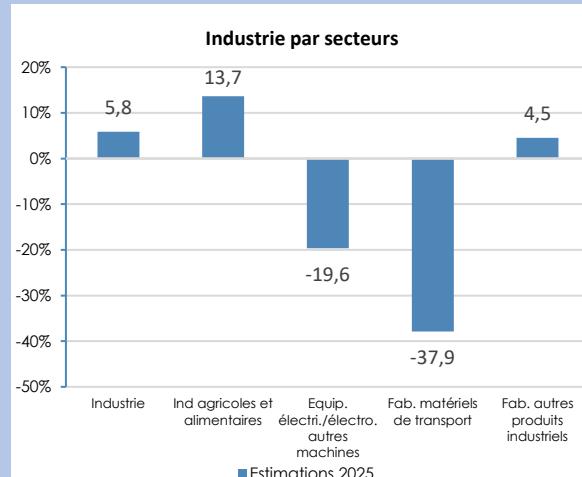


### Effectifs, dont intérим



19%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région



## Évolution des investissements

Les investissements du secteur industriel ont globalement augmenté en 2025 (+5,8 %).

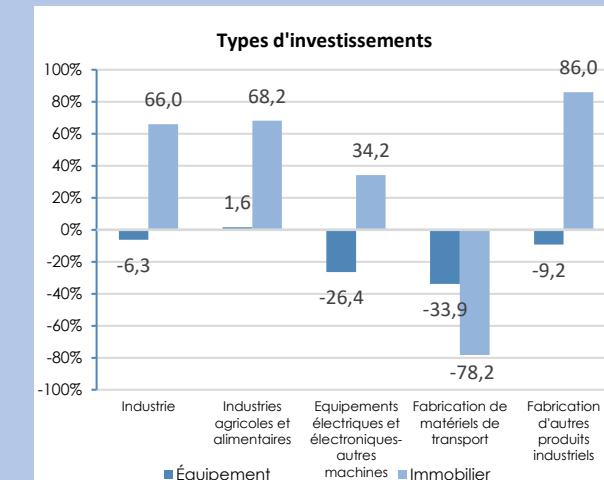
Cette tendance ne s'est toutefois pas vérifiée dans tous les sous-secteurs. La baisse plus marquée dans le secteur de la fabrication de matériels de transport (-37,7 %) est étroitement liée au cycle industriel de ces entreprises.

L'importance des montants investis en 2024 peut fortement influencer la tendance affichée pour 2025.

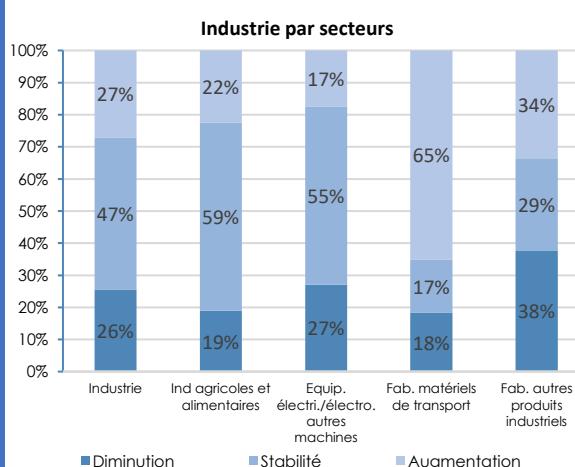
## Évolution par type d'investissements

Les investissements en équipements ont enregistré un recul (-6,3 %), tandis que les investissements immobiliers ont fortement progressé (+66 %).

Un net rebond des investissements immobiliers est constaté dans le sous-secteur de la fabrication d'autres produits industriels (+86 %), par rapport à l'année précédente. Seul le sous-secteur de la fabrication de matériels de transport enregistre un recul des investissements, à la fois en équipements (-33,9 %) et en immobilier (-78,2 %).



## Bilan 2025



## Rentabilité

En 2025, 74 % des entreprises interrogées déclarent une rentabilité stable ou en hausse.

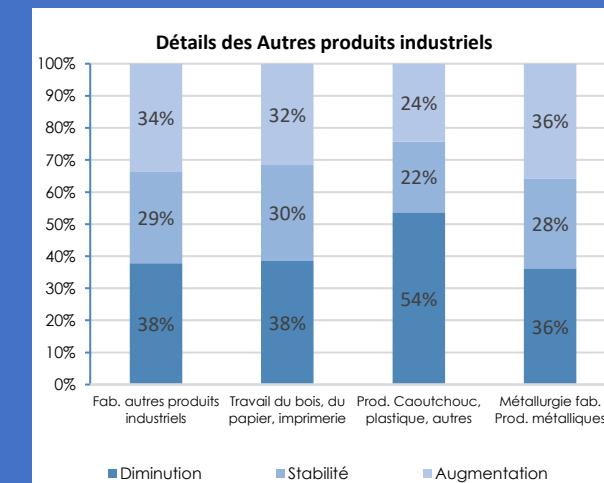
La part d'entreprises déclarant une baisse (26 %) est en légère augmentation par rapport à 2024.

Le sous-secteur de la fabrication de matériels de transport se distingue, 65 % des entreprises déclarant une augmentation de leur rentabilité.

Dans le sous-secteur de la fabrication d'autres produits industriels, 38 % des entreprises constatent un recul de leur rentabilité, dans un contexte de forte pression concurrentielle qui rend difficile le maintien des prix.

Ce taux atteint 54 % dans la fabrication de produits en caoutchouc, plastique et autres matériaux.

Le bilan est un peu plus favorable dans la métallurgie, où 36 % des entreprises constatent une hausse de leur rentabilité.

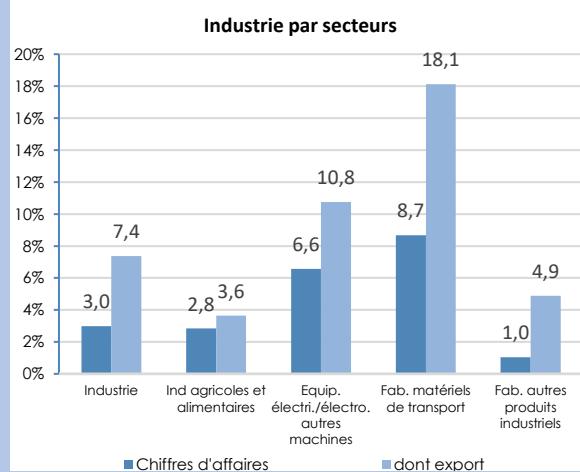


## Rentabilité



19%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région



### Chiffre d'affaires, dont export

Les prévisions d'activité restent favorables pour 2026, avec une croissance du chiffre d'affaires estimée à +3 % (7,4 % à l'export).

Les entreprises se montrent davantage optimistes dans le sous-secteur de la fabrication de matériels de transport (+8,7 %, dont 18,1 % à l'export) et, dans une moindre mesure, dans celui des équipements électriques, électroniques et autres machines (+6,6 %, dont 10,8 % à l'export).

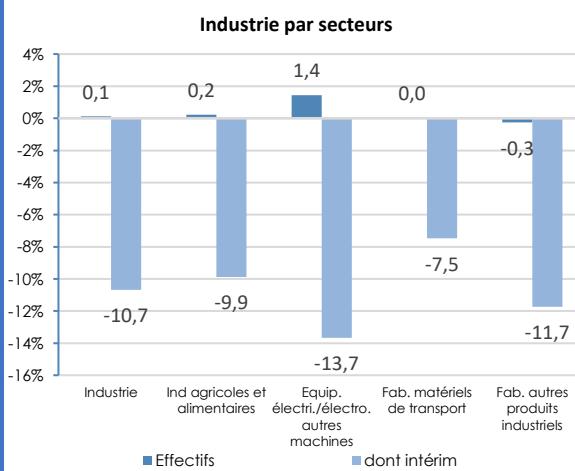
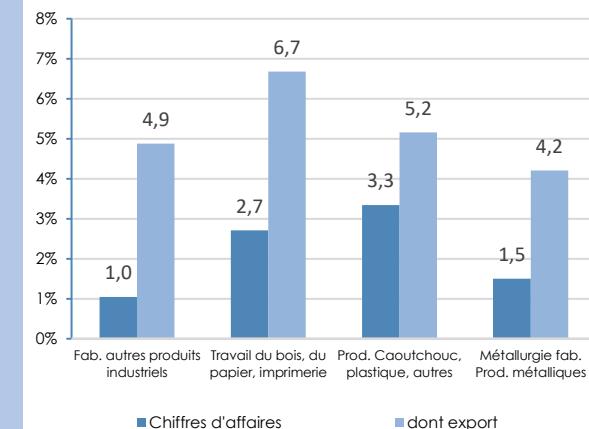
### Chiffre d'affaires, dont export

Le sous-secteur des autres produits industriels devrait connaître une légère hausse de son chiffre d'affaires en 2026, en raison d'un certain attentisme de la clientèle.

Le sous-secteur de la production de caoutchouc, plastiques et autres matériaux est plus optimiste, avec une prévision de croissance du chiffre d'affaires de +3,3 %.

Les prévisions à l'exportation restent très favorables pour l'ensemble des sous-secteurs, à l'exception du textile et de l'habillement (-3,7 %).

### Détails des Autres produits industriels



### Perspectives 2026

En 2026, les effectifs seraient stables (+0,1 %).

Seul le sous-secteur des équipements électriques et électronique connaît un léger sursaut (+1,4%), tout en enregistrant le plus fort repli de l'emploi intérimaire (-13,7%).

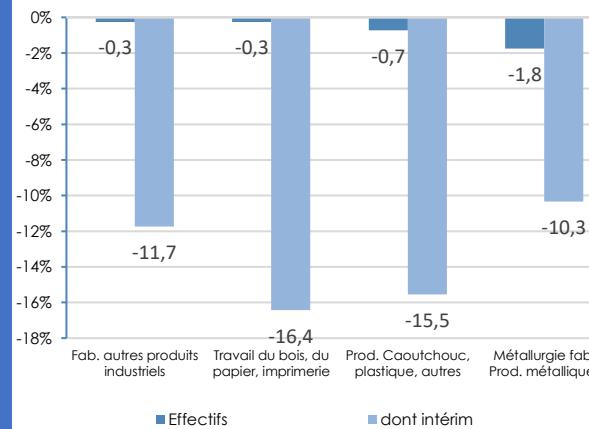
Tous les sous-secteurs seraient concernés par un recul de l'intérim, montrant une certaine prudence des entreprises interrogées en matière de recrutement pour l'année à venir.

### Effectifs, dont intérim

Les effectifs dans la fabrication d'autres produits industriels resteraient à un niveau comparable à 2025.

Les effectifs s'étofferaient dans le sous-secteur de l'industrie pharmaceutique (+6,1 %). À l'inverse, les effectifs se réduiraient dans la fabrication de produits métalliques (-1,8 %) ainsi que dans le sous-secteur du textile, habillement, cuir et chaussures (-2,6 %).

### Détails des Autres produits industriels

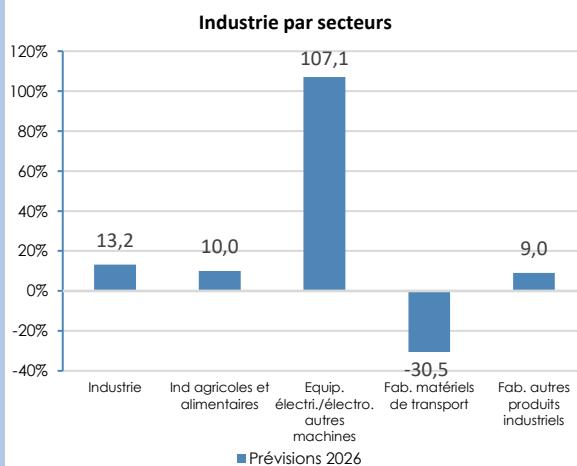


### Effectifs, dont intérim



19%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région



## Investissements

En 2026, les investissements dans l'industrie seraient en hausse (+13,2 %) par rapport à 2025.

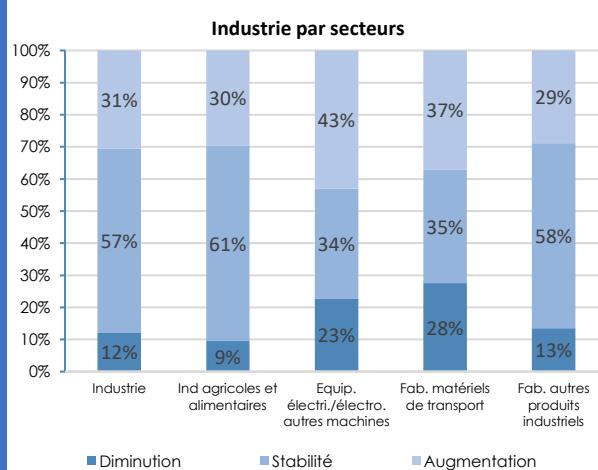
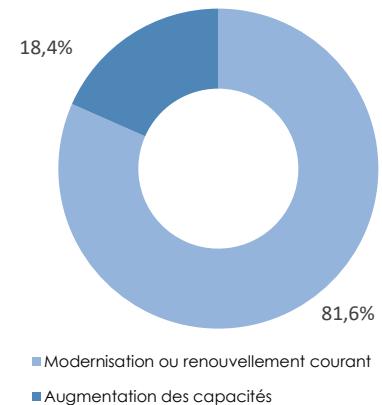
Ils doubleraient dans les équipements électriques et électroniques (+107,1 %), portés par la forte progression des autres équipements électriques. En revanche, ils chuteraient dans l'industrie automobile (-33,9 %). De forts investissements seraient également enregistrés dans les autres produits alimentaires (+135,4 %) et dans les aliments pour animaux (+65,4 %).

## Orientation des prévisions

Les prévisions d'investissements s'orientent clairement vers la modernisation ou le renouvellement courant des moyens de production, à hauteur de 81,6 %. Ce taux atteint 86,6 % dans les équipements électriques et électroniques.

La part des investissements visant à augmenter les capacités de production est néanmoins plus élevée qu'en 2025 (18,4 % contre 14,2 % l'année précédente). Cette évolution prolonge la tendance observée depuis 2024.

### Orientation des prévisions d'investissements



## Perspectives 2026

En 2026, 88 % des entreprises interrogées dans l'industrie anticipent une stabilité ou une hausse de leur rentabilité.

Ce taux atteint 91 % dans les industries agricoles et alimentaires. Le sous-secteur des équipements électriques et électroniques est le plus optimiste, avec 43 % des entreprises anticipant une hausse de leur rentabilité.

Le sous-secteur des matériels de transport se montre plus prudent, 28 % des entreprises évoquant une baisse.

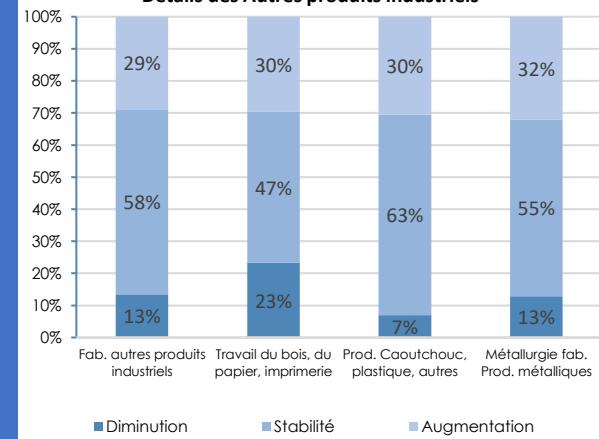
## Rentabilité

Les prévisions de rentabilité s'améliorent en 2026 dans les autres produits industriels (29 % de hausses contre 28 % en 2025 et 20 % en 2024).

Seules 7 % des entreprises du sous-secteur des produits en caoutchouc, plastiques et autres matériaux anticipent une baisse de leur rentabilité.

La métallurgie et la fabrication de produits métalliques semblent bien orientées. Le travail du bois, le papier et l'imprimerie se montrent moins optimistes.

### Détails des Autres produits industriels



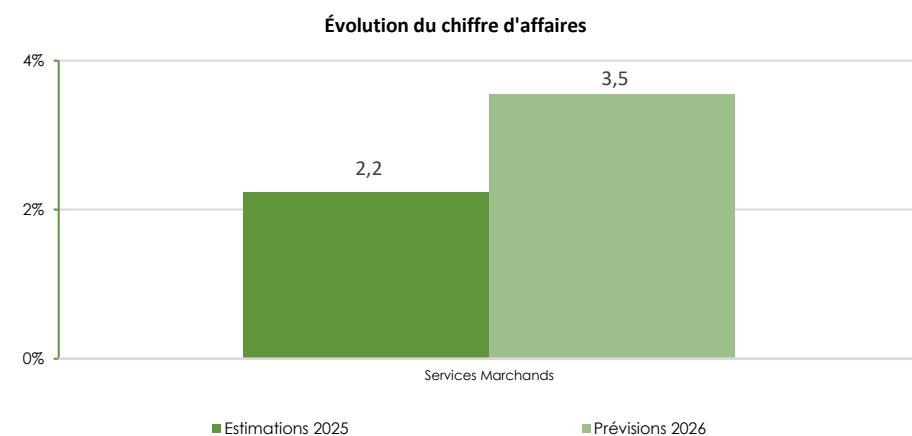
## Rentabilité



## Synthèse des services marchands

Dans les services, en 2025, malgré un contexte marqué par un fort attentisme, l'activité a progressé et s'est accompagnée d'une hausse des effectifs. Par ailleurs, 42 % des entreprises interrogées ont mentionné une amélioration de leur rentabilité. En revanche, les investissements se sont inscrits en légère diminution par rapport à 2024. Les entreprises interrogées soulignent toutefois des situations contrastées selon les segments, certains faisant état d'un ralentissement des décisions clients malgré une activité globalement en progression.

Pour 2026, l'activité dans les services serait de nouveau orientée à la hausse, de façon plus soutenue. Les effectifs continueraient de progresser, mais à un rythme plus modéré. En revanche, les investissements apparaissent nettement plus dynamiques, traduisant une reprise des décisions d'investissement. Plusieurs acteurs indiquent que cette reprise demeure en partie conditionnée à une meilleure visibilité économique et à la stabilisation du cadre réglementaire.



Contrairement aux anticipations des entreprises interrogées l'an passé, le secteur des services a maintenu un bon niveau de croissance en 2025 (+2,2 %). Les prix des prestations ont augmenté de 2,0 % en moyenne sur cette même période.

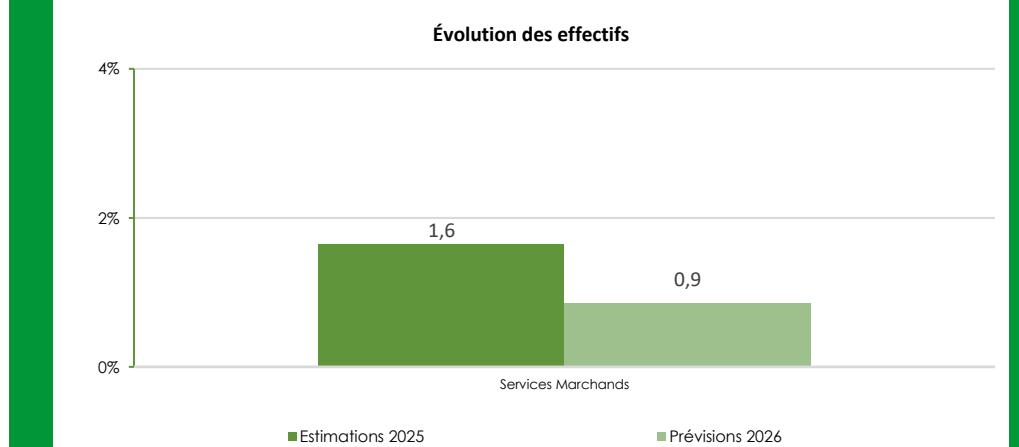
L'ensemble des sous-secteurs a bénéficié de cette dynamique, illustrant la résilience de l'activité bretonne dans cette branche, malgré un contexte marqué par un fort attentisme et une pression accrue sur les marges. Par ailleurs, 18 % des entreprises interrogées mentionnent un allongement des délais de règlement.

Les perspectives pour 2026 sont optimistes, avec une progression de l'activité de +3,5 %, au-delà de ce qui a été réalisé en 2025, tandis que les prix de vente seraient rehaussés de +1,7 %. Les entreprises interrogées soulignent toutefois un allongement des délais de décision de leurs clients, qui limite parfois la visibilité sur l'activité à court terme.

La croissance des effectifs en 2025 dans les services a été conforme à l'attendu (+1,6 %). Cette évolution s'observe à des degrés divers dans tous les sous-secteurs, à l'exception notable de la restauration (cf. p. 11).

Les entreprises interrogées signalent que les difficultés de recrutement demeurent élevées, en particulier dans les métiers qualifiés et dans la restauration. Elles mentionnent également un recours à l'intérim plus limité, reflet d'une prudence persistante face au manque de visibilité et au ralentissement de certains segments.

Les activités spécialisées, scientifiques et techniques se démarquent par leur dynamisme plus marqué. Les prévisions pour 2026 sont plus prudentes (+0,9 %), avec une contraction des effectifs dans la restauration et l'hébergement (cf. p. 12).

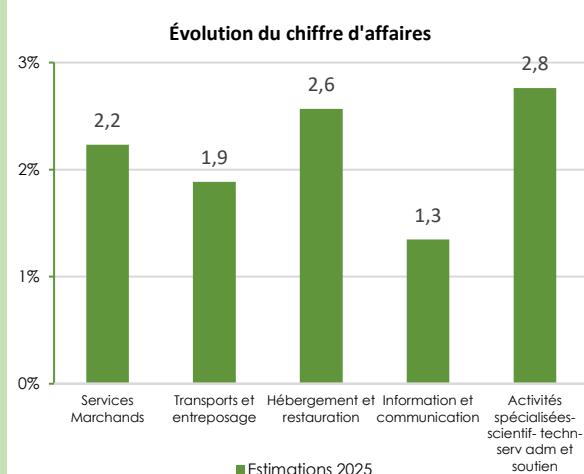


Source Banque de France – SERVICES MARCHANDS



38%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



## Chiffre d'affaires

En 2025, la progression du chiffre d'affaires de +2,2 % dans les services s'explique en partie par une hausse de 2,0 % des prix de vente.

L'information-communication est le sous-secteur présentant l'évolution la plus modérée (+1,3 %) : l'édition – en particulier l'édition de logiciels – s'en sort globalement mieux que les activités informatiques et services d'information.

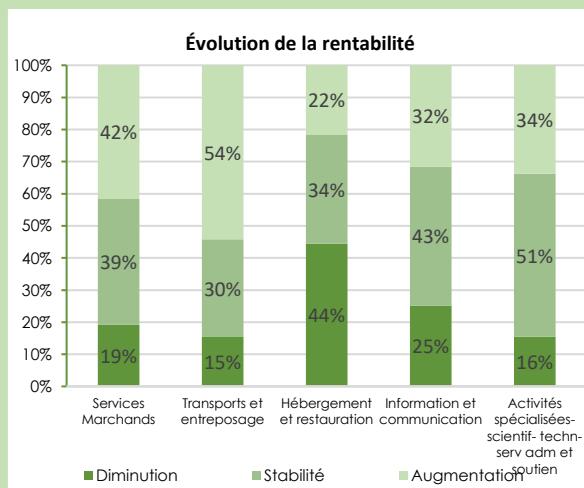
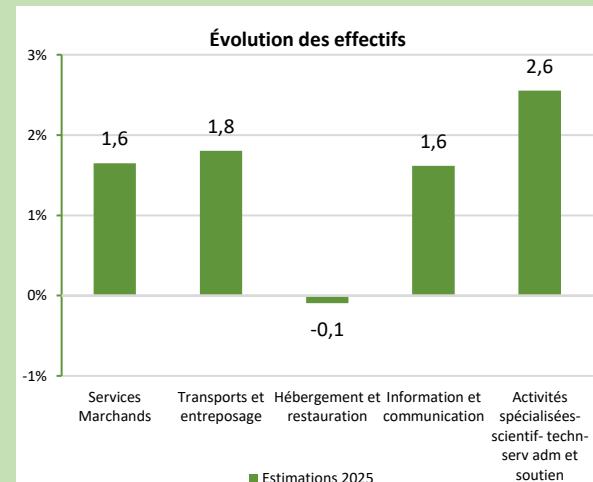
Les activités spécialisées, scientifiques et techniques (ASST) affichent une croissance de +2,8 %.

## Effectifs

En 2025, les effectifs ont progressé dans tous les sous-secteurs, à l'exception de l'hébergement restauration, qui affiche -0,1 %.

Alors que l'hébergement progresse, la restauration peine à recruter (-1,1 %). De plus, la progression du chiffre d'affaires de +2,6 % s'explique par l'augmentation des prix de vente (+2,9 %) et non par une hausse de la fréquentation.

Les ASST ont fortement recruté (+2,6 %), en particulier les services administratifs et de soutien (+4,0 %).



## Bilan 2025

En 2025, la rentabilité s'est stabilisée ou améliorée pour 80 % des entreprises interrogées dans les services.

Cela traduit une amélioration par rapport à 2024, où 34 % des entreprises interrogées évoquaient une baisse de leur rentabilité.

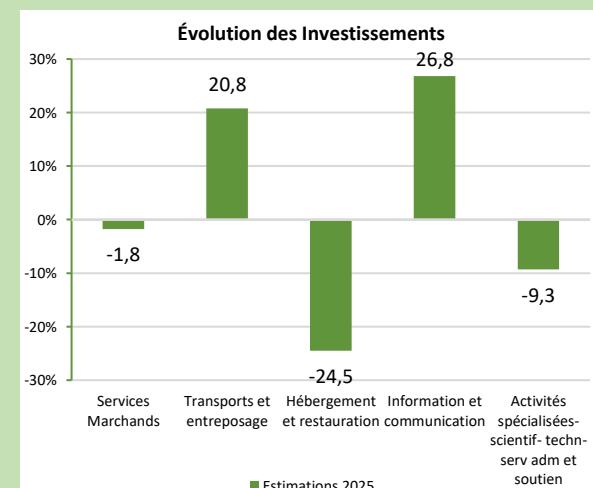
Le sous-secteur de l'hébergement-restauration se démarque, 44 % des entreprises signalant une baisse de leur rentabilité. Ce sont essentiellement les entreprises de la restauration qui sont touchées.

## Rentabilité

On observe un léger repli des investissements en 2025 dans les services (-1,8 %), après la baisse enregistrée en 2024 (-7,4 %).

L'hébergement affiche un recul de -33,4 % (contre -6,0 % pour la restauration), du fait des importants investissements immobiliers réalisés en 2024.

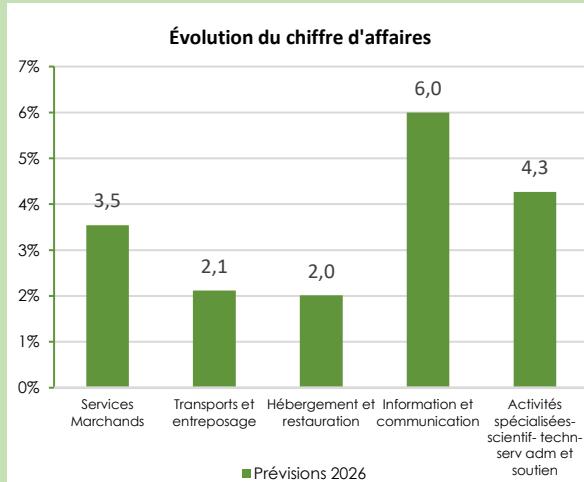
À noter que dans les ASST (-9,3 %), l'ingénierie et les études techniques se démarquent, avec des investissements en hausse (+35,6 %).



## Investissements

38%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



## Chiffre d'affaires

Les perspectives pour 2026 sont positives pour les services, avec une prévision de hausse du chiffre d'affaires de +3,5 %. Les prix des prestations augmenteraient de +1,7 %.

L'information-communication (+6,0 %) est portée par les activités informatiques et services d'information (+7,0 %) ; toutefois, l'édition de journaux affiche une évolution plus modérée (+0,9 %).

Les ASST progresseraient (+4,3 %), à l'exception de l'architecture et des agences de voyage.

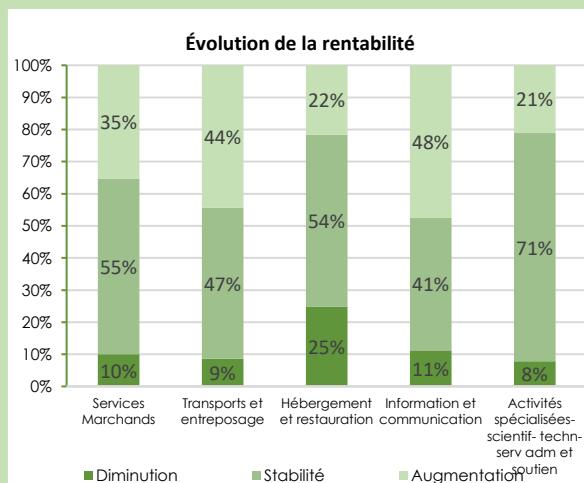
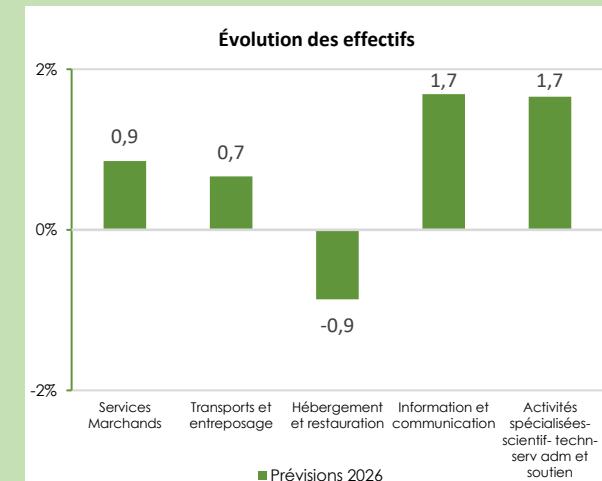


## Effectifs

Les effectifs seraient quasi stables en 2026, avec une croissance prévisionnelle de l'ordre de +0,9 %.

Il faut noter la contraction attendue des effectifs (-0,9 %) dans l'hébergement-restauration (-0,2 % pour l'hébergement et -1,0 % pour la restauration). Ce sous-secteur pâtit des mêmes difficultés de recrutement qu'en 2025 et de prestations qui n'augmentent pas en volume.

Les ASST et l'information-communication se porteraient mieux (+1,7 %).



## Perspectives 2026

Les perspectives de rentabilité pour 2026 s'améliorent encore par rapport au bilan 2025.

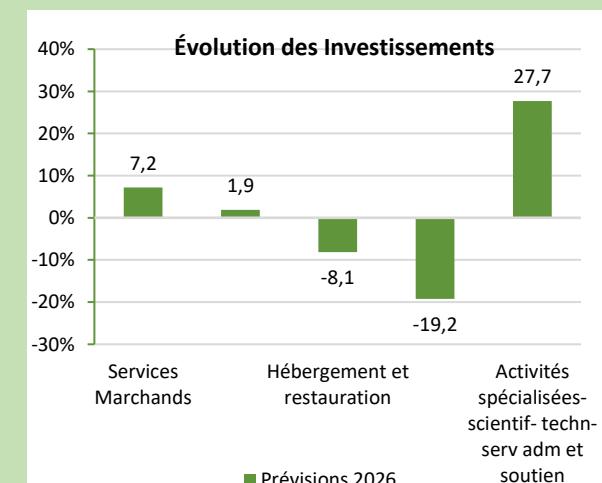
Au total, 90 % des entreprises interrogées anticipent une stabilité ou une hausse de leur rentabilité.

Le sous-secteur de l'hébergement-restauration demeure un peu moins optimiste : 25 % des entreprises interrogées s'attendent à une baisse de leur rentabilité, ce qui reste malgré tout plus favorable qu'en 2025.

## Rentabilité

Un rebond des investissements est anticipé en 2026 dans les Services (+ 7,2 %), mais la situation serait très contrastée.

Dans l'Information-Communication, les investissements baissent dans l'Édition (- 47,5 %) mais augmentent dans les Activités informatiques et Services d'information (+ 22,3 %). Ils s'accroissent dans l'Hébergement (+ 9,9 %) et chutent dans la Restauration (- 30,9 %). Dans les ASST, ils sont portés par les Services administratifs et de soutien (+ 40,8 %).



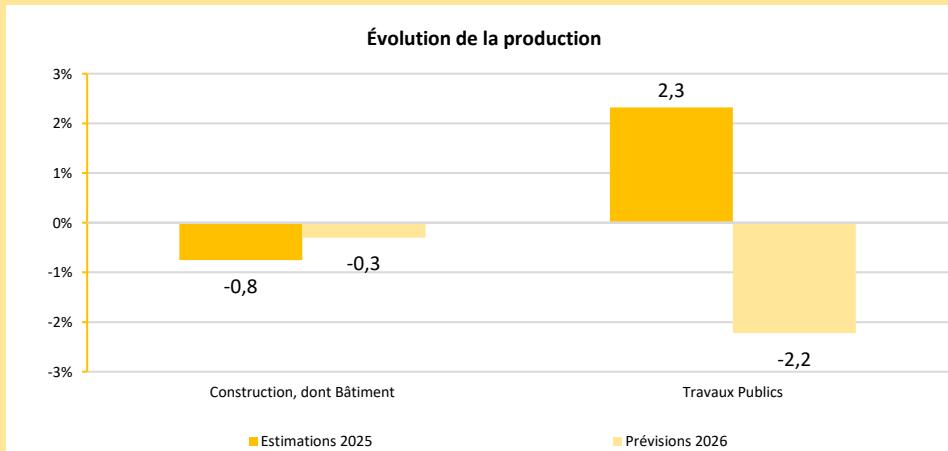
## Investissements



## Synthèse du secteur de la construction

Le secteur de la construction a résisté en 2025. Malgré un climat globalement dégradé, marqué par la crise du logement neuf et un manque de visibilité politique et réglementaire, la production et les effectifs permanents ont été maintenus. En revanche, dans un marché atone, le recours à l'intérim a fortement diminué (-7,6 %) et la pression concurrentielle a entraîné une baisse des prix, pesant ainsi sur les niveaux de rentabilité. Dans ce contexte, les investissements ont légèrement ralenti.

Malgré quelques signes de reprise, notamment la hausse de la production de logements neufs, les perspectives pour 2026 restent prudentes (-0,3 %), conditionnées à un redémarrage de la commande publique et à une clarification des politiques du logement et de la rénovation. L'activité et les effectifs resteraient stables, tandis que l'emploi intérimaire diminuerait encore. Par ailleurs, les entreprises interrogées sont moins nombreuses à envisager une baisse de leur rentabilité. Les entreprises interrogées soulignent un environnement toujours marqué par une concurrence accrue, une instabilité réglementaire et l'allongement des délais de paiement, éléments qui limitent la visibilité et contraignent les décisions d'investissement.



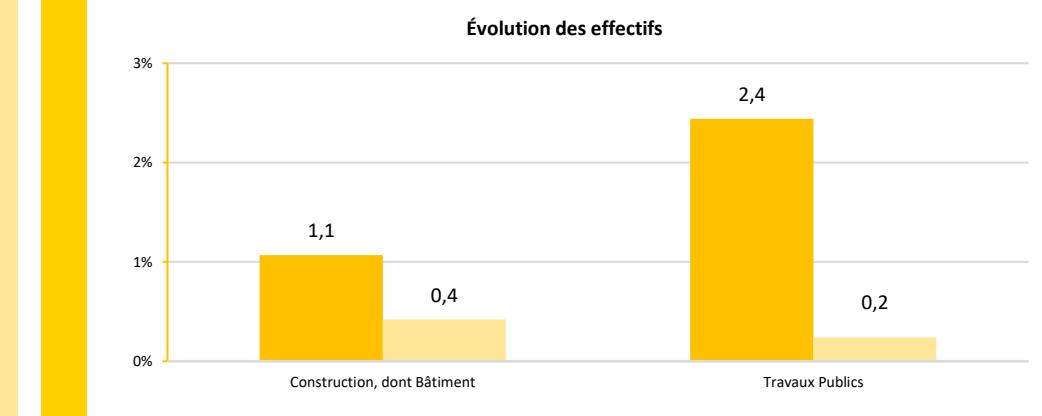
Malgré un maintien global du niveau de production dans le secteur de la construction, des disparités notables apparaissent selon les segments d'activité. Le secteur du bâtiment enregistre ainsi un léger repli (-1,4 %), tandis que les travaux publics affichent une progression modérée de leur activité (+2,3 %).

Dans le gros œuvre, affecté par la baisse du logement neuf, les entreprises interrogées mentionnent une pression à la baisse des prix sur les appels d'offres. Dans le second œuvre, malgré une légère progression, les entreprises très dépendantes des appels d'offres publics ou des aides (MaPrimeRénov') signalent des reports, une instabilité réglementaire pesant sur l'activité, ainsi que des difficultés de recrutement généralisées. Dans les travaux publics, une baisse tendancielle des marges est également signalée.

Les entreprises du secteur de la construction ont dû mettre en place des stratégies d'adaptation, telles que la croissance externe, des réorganisations ou une diversification sectorielle ou géographique, pour faire face à ce contexte fortement dégradé.

Toujours confronté à des difficultés de recrutement, le secteur de la construction a, malgré ce contexte de forte tension, conservé son personnel salarié. Les entreprises interrogées soulignent que les difficultés de recrutement restent un frein majeur, en particulier pour les postes qualifiés, ce qui conduit de nombreux acteurs à privilégier le maintien de leurs effectifs permanents malgré une activité ralentie.

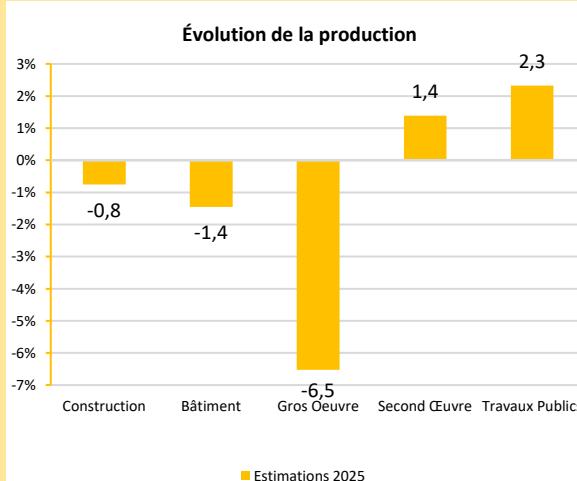
Cette tendance s'observe d'autant plus dans les petites entreprises. Cependant, l'ajustement au manque de dynamisme du secteur s'est fait au détriment des intérimaires (-7,6 %).





9%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



## Production totale

Dans le bâtiment, les évolutions sont contrastées.

Le gros œuvre se montre plus en difficulté, avec un recul de ses performances (-6,5 %), en lien notamment avec la baisse structurelle du logement neuf.

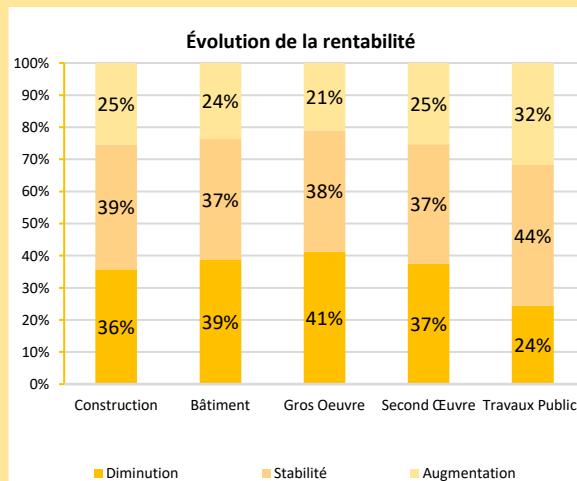
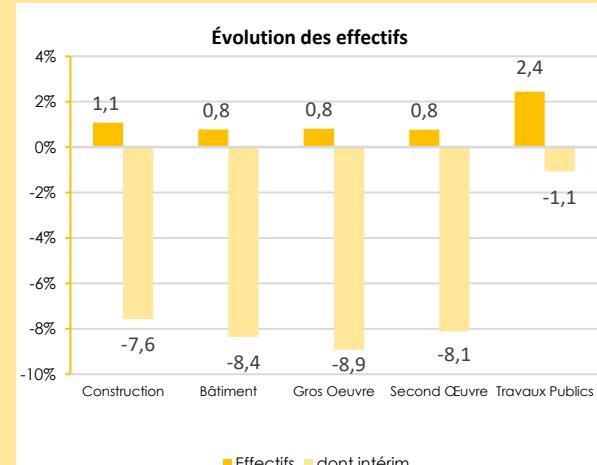
En revanche, la fabrication d'autres bâtiments bénéficie d'une dynamique plus favorable. Le second œuvre présente, pour sa part, une légère progression de son activité (+1,4 %), portée par les travaux d'entretien-rénovation. Enfin, le secteur des travaux publics évolue dans un contexte globalement plus favorable (+2,3 %).

## Effectifs, dont intérim

En 2025, les effectifs ont été maintenus au regard de l'évolution de l'activité dans les travaux publics.

Dans le bâtiment, les effectifs salariés sont restés stables dans le gros œuvre et le second œuvre.

Les entreprises interrogées mentionnent toujours des difficultés de recrutement de personnel expérimenté.



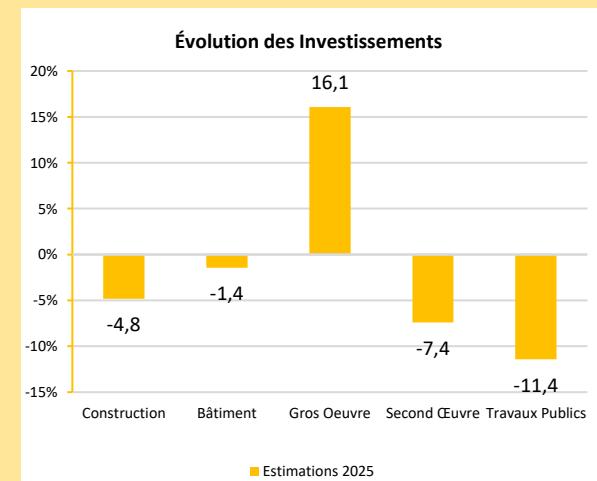
## Rentabilité

La rentabilité est plutôt orientée à la baisse dans le bâtiment, tandis que dans les travaux publics, les entreprises interrogées sont plus nombreuses à signaler un maintien ou une augmentation.

Dans le gros œuvre, une pression à la baisse des prix sur les appels d'offres est signalée, en raison d'une très forte concurrence. Dans le second œuvre, la concurrence est également très agressive, entraînant des difficultés à répercuter les hausses de coûts et générant une forte pression sur les marges. Dans les travaux publics, malgré cette meilleure orientation, une baisse tendancielle des marges est aussi mentionnée.

**Bilan 2025**  
En 2025, les investissements enregistrent une baisse dans la construction.

S'ils sont restés quasiment stables dans le bâtiment (-1,4 %), ils ont été orientés à la baisse dans les travaux publics (-11,4 %). Le gros œuvre apparaît actif en matière de structuration : investissements immobiliers et matériels (grues, plateformes, bâtiments de stockage), prises de participation ou rachats. La diminution des montants investis en 2025 par certains acteurs importants du secteur est un facteur de la baisse affichée dans les travaux publics.

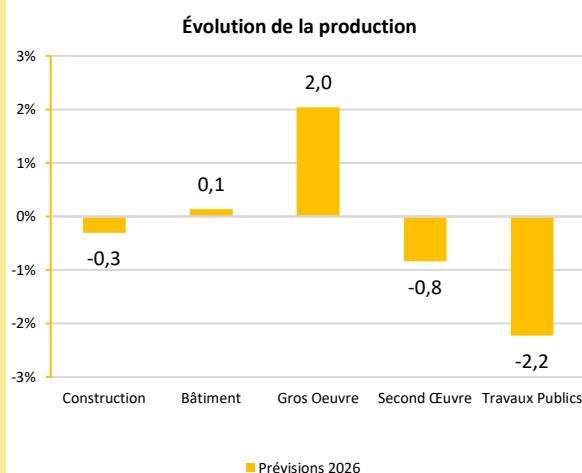


## Investissements



9%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



## Production totale

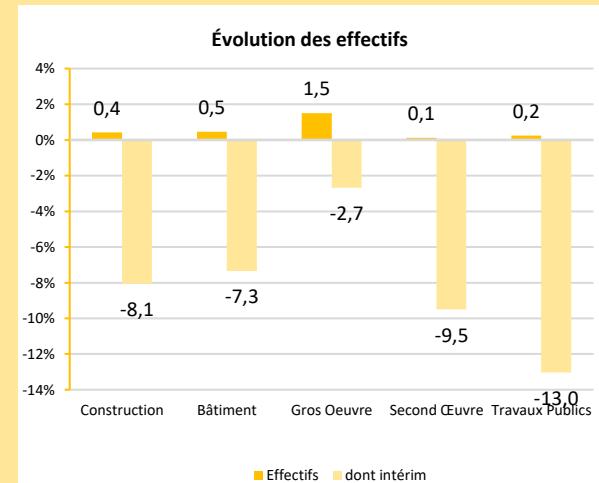
Les prévisions pour 2026 restent prudentes, en raison d'un manque de visibilité largement exprimé par les entreprises interrogées. La production s'afficherait alors en quasi-stabilité dans la construction (-0,3 %). Cependant, les évolutions constatées en 2025 seraient quasiment inverses en 2026. Ainsi, alors que le gros œuvre apparaissait le plus en retrait en 2025, il retrouverait un peu de vigueur en 2026 (+2 %). Un retournez de tendance similaire s'observerait dans le second œuvre (-0,8 %) et dans les travaux publics (-2,2 %), qui anticiperaient l'impact de l'attentisme lié à la période électorale.

## Effectifs, dont intérim

Les effectifs se maintiendraient également dans toutes les branches de la construction (+0,4 %).

Cependant, ils progresseraient légèrement dans le gros œuvre (+1,5 %), à la faveur de la hausse d'activité anticipée.

Les effectifs intérimaires enregistreraient une nouvelle dégradation. Cette diminution serait particulièrement marquée dans les travaux publics (-13 %), qui avaient le mieux réussi à les conserver en 2025.

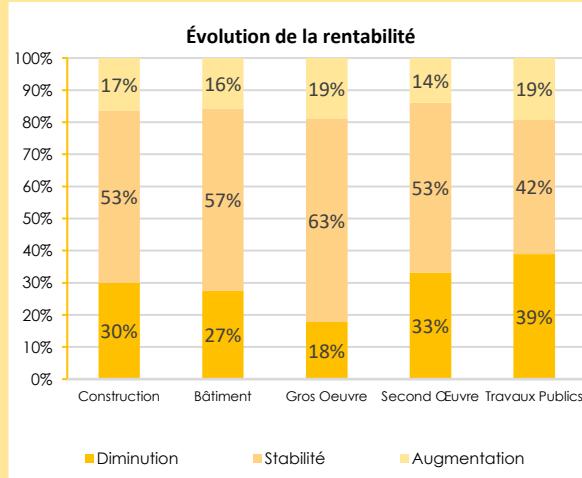


## Perspectives 2026

Pour 2026, la rentabilité est plutôt orientée à la baisse dans le bâtiment comme dans les travaux publics.

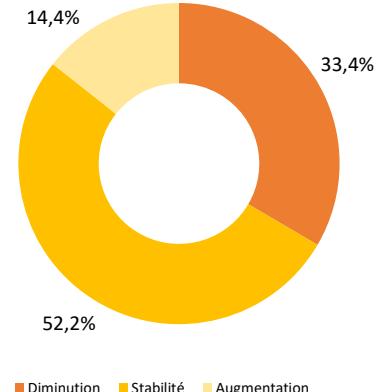
Les entreprises interrogées dans les travaux publics sont plus nombreuses à anticiper une baisse de leur rentabilité en 2026 (39 %), tandis que dans le bâtiment, 57 % envisagent une stabilité.

La hausse des prix anticipée par les entreprises interrogées s'établirait à 1,1 %.



## Rentabilité

## Évolution des carnets de commandes



## Carnets de commandes



**1 287 entreprises nous ont répondu. Elles représentent :**

- **un effectif global de 137 965 personnes ;**
- **un chiffre d'affaires global de 35 474 M€.**

## Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2024-2025-2026).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACROSS*	
<b>Total INDUSTRIE</b>	<b>464</b>	<b>74 550</b>	<b>130 064</b>	<b>57 %</b>
Industries agricoles et alimentaires	119	41 190	51 239	80 %
Équip. électriques et électroniques, autres machines	47	7 007	12 406	56 %
Fabrication de matériels de transport	26	4 036	10 508	38 %
Fabrication d'autres produits industriels	272	22 317	55 911	40 %

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACROSS*	
<b>Total SERVICES MARCHANDS</b>	<b>498</b>	<b>48 930</b>	<b>190 733</b>	<b>26 %</b>
Transports et entreposage	121	19 693	47 423	42 %
Hébergement et restauration	100	4 562	42 356	11 %
Information et communication	60	8 095	26 684	30 %
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	217	16 580	74 270	22 %

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACROSS*	
<b>Total CONSTRUCTION</b>	<b>325</b>	<b>14 485</b>	<b>80 891</b>	<b>18 %</b>
Bâtiment	271	10 883	66 753	16 %
... dont Gros Œuvre	84	4 082	16 359	25 %
... dont Second Œuvre	187	6 801	50 394	13 %
Travaux Publics	54	3 602	14 138	25 %

### Secteurs exclus :

INDUSTRIE : Industries extractives, énergie, eau + Cokéfaction et raffinage

SERVICES MARCHANDS : Activités immobilières + Activités financières et d'assurance + Autres activités de services

CONSTRUCTION : Promotion immobilière

\* Sur le périmètre d'étude retenu



## Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	<a href="#">Crédits aux particuliers</a> <a href="#">Accès des entreprises au crédit</a> <a href="#">Crédits par taille d'entreprises</a> <a href="#">Financement des SNF</a> <a href="#">Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales</a> <a href="#">Crédits aux sociétés non financières</a>
 Epargne	<a href="#">Taux de rémunération des dépôts bancaires</a> <a href="#">Performance des OPC - France</a> <a href="#">Épargne des ménages</a> <a href="#">Évolutions monétaires France</a>
 Chiffres clés France et étranger	<a href="#">Défaillances d'entreprises</a> <a href="#">Principaux indicateurs économiques et financiers</a>
 Conjoncture	<a href="#">Tendances régionales en Bretagne</a> <a href="#">Conjoncture Industrie, services et bâtiment</a> <a href="#">Enquête sur le commerce de détail</a>
 Balance des paiements	<a href="#">Balance des paiements de la France</a>

**Banque de France  
Service des Affaires Régionales**

*25 rue de la Visitation CS 56431 - 35064 - RENNES CEDEX*

 **02.99.25.12.63**

 **0682-emc-ut@banque-france.fr**

**Rédacteur en chef**

Florent SAINT-CAST, Responsable Service CO.RE.SSE

**Directeur de la publication**

Claudine HURMAN, Directrice Régionale



BRETAGNE